

— de mettre en œuvre le contrôle administratif des établissements de formation et de participer au contrôle pédagogique, selon des modalités fixées par les services centraux ;

— de tenir et de mettre à jour un fichier.

2. — Le bureau de l'action médico-sociale, chargé :

— d'élaborer et de mettre à jour un fichier des personnes susceptibles de bénéficier d'une assistance médico-sociale ;

— d'orienter, de coordonner et de contrôler les activités en matière d'action médico-sociale ;

— de contrôler, de façon permanente, les conditions de vie dans les établissements spécialisés en matière d'actions médico-sociales ;

— de suivre l'éducation, la rééducation et la réhabilitation des handicapés ;

— d'instruire les demandes d'appareillages spécialisés et de mettre en œuvre toute mesure de nature à faciliter leur acquisition.

Art. 6. — La sous-direction de la sécurité sociale veille à l'application de la réglementation concernant son domaine d'action. Elle est chargée notamment :

— de mettre en œuvre la tutelle et le contrôle administratifs sur les organismes de sécurité sociale, dont l'action n'excède pas le territoire de la wilaya ;

— d'établir un bilan des activités menées par les organismes de sécurité sociale.

Elle comprend deux bureaux :

1. — Le bureau des équipements sociaux, chargé :

— de suivre l'exécution des programmes en matière d'équipements sociaux de la wilaya et d'en contrôler la conformité aux normes arrêtées ;

— de formuler toutes propositions dans le cadre des besoins de la wilaya en matière d'équipements sociaux.

2. — Le bureau des organismes de sécurité sociale, chargé :

— de mettre en œuvre la gestion administrative des organismes de sécurité sociale dont l'action n'excède pas le territoire de la wilaya ;

— de suivre l'exécution des budgets des organismes de sécurité sociale de la wilaya.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 janvier 1982.

Le ministre de la santé, Le ministre de l'intérieur,

Aberrezak BOUHARA Boualem BENHAMOUDA

MINISTERE DU TRAVAIL

Décret n° 82-179 du 15 mai 1982 fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, notamment ses articles 180 à 186 ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 16 et 180 de la loi n° 78-12 du 5 août 1978 susvisée, le présent décret fixe le contenu et les modalités de financement des œuvres sociales des organismes employeurs, quel que soit le secteur d'activité auquel ils appartiennent.

Art. 2. — Sont considérées comme œuvres sociales au sens du présent décret, toutes actions ou réalisations tendant à contribuer à l'amélioration du bien-être physique et moral des travailleurs par un complément à la rémunération du travail sous forme de prestations en matière de santé, de logement, de culture et de loisirs et, en règle générale, toutes mesures à caractère social visant à faciliter la vie quotidienne du travailleur et de sa famille.

Art. 3. — Les œuvres sociales de l'organisme employeur sont complémentaires des actions de l'Etat, des collectivités locales et des institutions spécialisées, prises en charge en application de la législation et de la réglementation en vigueur.

Elles peuvent être développées dans les domaines :

— de l'assistance sociale,

— des prestations en matière de santé,

— des crèches et jardins d'enfants,

— du sport de masse,

— des activités de culture et de loisirs,

— des activités tendant au développement du tourisme populaire : excursions, centres aérés, centres de vacances, centres de repos familiaux,

— des coopératives de consommation,

— des actions à caractère administratif tendant, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, à faciliter la création de coopératives immobilières.

Art. 4. — Sont bénéficiaires des œuvres sociales de l'organisme employeur, les travailleurs et retraités ainsi que les familles qui sont à leur charge.

Les familles des travailleurs décédés continuent de bénéficier des mêmes avantages.

Un arrêté conjoint du ministre chargé du travail et du secrétaire d'Etat aux affaires sociales précisera, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article.

Art. 5. — Les œuvres sociales de l'organisme employeur sont financées dans les conditions fixées par les articles 6 à 12 ci-dessous.

Art. 6. — Sont à la charge de l'organisme employeur, les infrastructures, l'équipement et son renouvellement, nécessaires à la création et au développement des œuvres sociales.

Les projets de programmes des collectivités publiques, des organismes publics et des entreprises socialistes sont soumis à la procédure de investissements planifiés.

Art. 7. — Les charges de fonctionnement des actions entreprises dans les domaines figurant à l'article 3 du présent décret sont financées par le Fonds des œuvres sociales, à l'exclusion des dépenses de personnel qui demeurent prises en charge par l'organisme employeur.

Art. 8. — Le fonds des œuvres sociales de l'organisme employeur est alimenté par une contribution annuelle de ce dernier, calculée sur la base du taux de 3 % de la masse salariale brute, primes et indemnités de toutes natures comprises, telle qu'elle ressort de l'exercice comptable de l'année précédente.

Art. 9. — Dans le cas où l'organisme employeur est nouvellement créé, la contribution sera calculée sur la base du budget prévisionnel de dépenses au titre de la rémunération du personnel ; l'apurement des comptes est effectué sur la masse salariale brute, versée effectivement au cours de l'exercice considéré lors du calcul de la contribution au titre de l'exercice suivant.

Art. 10. — Le taux fixé à l'article 8 ci-dessus, à titre de contribution de l'organisme employeur au Fonds des œuvres sociales, est susceptible de révision, en fonction de l'évolution de l'économie nationale et des objectifs de la planification.

Art. 11. — La contribution de l'organisme employeur au Fonds des œuvres sociales est versée à un compte spécial ouvert à cet effet au nom de l'organe chargé de la gestion des œuvres sociales.

Elle est due en tout état de cause et ne saurait être frappée de forclusion, ni tomber en exercice clos.

Art. 12. — En cas de contestation sur l'assiette de la contribution retenue par l'organisme employeur, il peut être fait appel, pour sa détermination, aux services compétents de l'Etat, chargés du travail et des finances dans le cadre de leurs attributions respectives.

Art. 13. — Outre la contribution de l'organisme employeur, prévue à l'article 8 ci-dessus, le Fonds des œuvres sociales peut être alimenté par les ressources suivantes :

- a) les ressources procurées en contrepartie de prestations de services,
- b) les ressources provenant de manifestations sportives et culturelles organisées par les organes chargés de la gestion des œuvres sociales, ainsi que celles provenant, le cas échéant, de l'organisation de loteries,
- c) les subventions d'organismes et d'institutions publics,
- d) les dons et legs,
- e) la contribution financière éventuelle des travailleurs.

Art. 14. — Le Fonds des œuvres sociales ne peut être détourné de son affectation.

Art. 15. — Les œuvres sociales ne peuvent être dissoutes à l'occasion d'un transfert de propriété ou de modification du statut juridique de l'organisme employeur.

En cas de cessation définitive d'activité de l'organisme employeur, la contribution due, au titre des œuvres sociales, est calculée au *prorata temporis*, au jour de la cessation pour l'année civile considérée.

Art. 16. — Les biens meubles et immeubles, acquis sur le Fonds des œuvres sociales prévu à l'article 8 du présent décret, d'un organisme employeur du secteur privé ayant cessé définitivement son activité, sont dévolus à l'organe chargé de la gestion des œuvres sociales inter-organismes du lieu d'implantation dudit organisme employeur.

Art. 17. — Les travailleurs des organismes employeurs dans lesquels ne sont pas créés des organes et structures chargés de la gestion des œuvres sociales, peuvent, dans les conditions et modalités fixées par décret, bénéficier des œuvres sociales réalisées à leur profit dans un cadre inter-organisme.

Art. 18. — En application des dispositions de l'article 184 de la loi n° 78-12 du 5 août 1978 susvisée, la réglementation définira les conditions dans lesquelles les organismes employeurs assurent le transport, la restauration et le logement de fonction de leurs travailleurs ainsi que les centres d'accueil et les bases de vie.

En attendant la réglementation prévue ci-dessus ainsi que le décret pris en application de l'article 185 de la loi n° 78-12 du 5 août 1978 susvisée, les règles et procédures en vigueur continuent d'être appliquées.

Art. 19. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 mai 1982.

Chadli BENDJEDID,

وزارة العمل

مرسوم رقم 82 - 179 مؤرخ في 21 رجب عام 1402 الموافق 15 مايو سنة 1982 يحدد محتوى الخدمات الاجتماعية وكيفية تمويلها .

ان رئيس الجمهورية ،

- بناء على الدستور، لا سيما المادتان III - 10 و 152 منه ،

- وبمقتضى القانون رقم 78 - 12 المؤرخ في أول رمضان عام 1398 الموافق 5 غشت سنة 1978 والمتضمن القانون الاساسى العام للعامل، لا سيما المواد 180 الى 186 منه ،

يرسم مايلي :

المادة الاولى : تطبيقا لاحكام المادتين 16 و 180 من القانون رقم 78 - 12 المؤرخ في 5 غشت سنة 1978 المذكور اعلاه، يحدد هذا المرسوم محتوى تمويل الخدمات الاجتماعية لدى الهيئات المستخدمة، وكيفية تمويلها، কিفما كان قطاع النشاط الذى ينتمى اليه .

المادة 2 : تعتبر خدمات اجتماعية فى مفهوم هذا المرسوم، جميع الاعمال أو الانجازات التى ترمى الى المساهمة فى تحسين معيشة العمال ماديا ومعنويا عن طريق تكملة لاجر العمل فى شكل خدمات، فى مجال الصحة والسكن والثقافة والتسليه وبصفة عامة جميع التدابير ذات الطابع الاجتماعى التى تستهدف تسهيل الحياة اليومية للعامل وأسرتة .

المادة 3 : تعد الخدمات الاجتماعية التابعة للهيئة المستخدمة مكملة لاعمال الدولة والجماعات المحلية والهيئات المتخصصة، ويتم التكفل بها تطبيقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما .

ويمكن القيام بها فى المجالات الآتية :

- المساعدة الاجتماعية ،

- الخدمات الصحية ،

- دور الامومة ورياض الاطفال ،

- الرياضة الجماهيرية ،

- أنشطة الثقافة والتسليه ،

- الانشطة الرامية الى تنمية السياحة الشعبية،

مثل الجولات، ومراكز الاستجمام، ومراكز

الاصطياف، ومراكز الاستراحة العائلية ،

- تعاونيات الاستهلاك ،

- الانشطة ذات الطابع الادارى الرامية الى

تسهيل انشاء التعاونيات العقارية فى اطار

التشريع والتنظيم المعمول بهما .

المادة 4 : ينتفع بالخدمات الاجتماعية التى

توفرها الهيئة المستخدمة، العمال والمتقاعدون،

والاسر التى يتكفلون بها .

تستمر أسر العمال المتوفين فى الانتفاع

بالامتيازات نفسها .

ويحدد قرار وزارى مشترك بين الوزير المكلف

بالعمل وكاتبة الدولة للشؤون الاجتماعية عند

الاقتضاء، كيفيات تطبيق هذه المادة .

المادة 5 : تمول الخدمات الاجتماعية التى

توفرها الهيئة المستخدمة حسب الشروط التى

حددها المواد من 6 الى 12 أدناه .

المادة 6 : تتكفل الهيئة المستخدمة، بالمنشآت

الاساسية اللازمة لانشاء الخدمات الاجتماعية

وتطويرها، وتجهيز ذلك وتجديده .

تخضع مشاريع برامج الجماعات والهيئات

العمومية والمؤسسات الاشتراكية لاجراء

الاستثمارات المخططة .

المادة 7 : يمول صندوق الخدمات الاجتماعية

تكاليف ادارة الاعمال التى تتم فى الميادين الواردة

فى المادة 3 أعلاه، ماعدا نفقات العمال التى

تتحملها الهيئة المستخدمة .

المادة 8 : تمول الهيئة المستخدمة صندوق

الخدمات الاجتماعية التابع لها بمساهمة سنوية

تحسب على أساس نسبة 3 ٪ من كتلة الاجور الخام

المادة 14 : لا يجوز تحويل صندوق الخدمات الاجتماعية لغير ما خصص له .

المادة 15 : لا يمكن إلغاء الخدمات الاجتماعية بمناسبة نقل الملكية أو تعديل الوضعية القانونية للهيئة المستخدمة .

في حالة انقطاع الهيئة المستخدمة عن العمل نهائيا، تحسب المساهمة المستحقة بعنوان الخدمات الاجتماعية على أساس النصاب الزمني في يوم الانقطاع، بالنسبة للسنة المدنية المقصودة .

المادة 16 : تؤول الاملاك المنقولة والعقارية التي اكتسبها صندوق الخدمات الاجتماعية، المنصوص عليه في المادة 8 أعلاه، من هذا المرسوم، التابعة لهيئة مستخدمة من القطاع الخاص، انقطعت عن ممارسة نشاطها نهائيا الى الهيئة المكلفة بتسيير الخدمات الاجتماعية المشتركة بين الهيئات الموجودة في مكان اقامة الهيئة المستخدمة المذكورة .

المادة 17 : يمكن عمال الهيئات المستخدمة التي لم تنشأ فيها هيئات وهياكل تكلف بتسيير الخدمات الاجتماعية، أن يستفيدوا من الخدمات الاجتماعية المنجزة تبعا لشروط وكيفيات تحدد بمرسوم .

المادة 18 : تطبيقا لاحكام المادة 184 من القانون رقم 78 - 12 المؤرخ في 5 غشت سنة 1978 المذكورة أعلاه، يحدد التنظيم الشروط التي توفر بموجبها الهيئات المستخدمة لعمالها النقل، والاطعام والسكن الوظيفي، وكذلك مراكز الاستقبال واسباب الحياة .

وفي انتظار اصدار التنظيم المنصوص عليه أعلاه، والمرسوم الذي سيتخذ تطبيقا للمادة 185 من القانون رقم 78 - 12 المؤرخ في 5 غشت سنة 1978 المذكور أعلاه، تبقى القواعد والاجراءات المعمول بها سارية التطبيق .

المادة 19 : تلغى جميع الاحكام المخالفة لهذا المرسوم .

بما في ذلك العلاوات والتعويضات على اختلاف أنواعها، اعتمادا على حسابات السنة المالية المنصرمة .

المادة 9 : في حالة ما اذا كانت الهيئة المستخدمة حديثة، تحسب المساهمة على أساس الميزانية التقديرية للنفقات بعنوان أجور العمال، وتتم تصفية الحسابات بناء على كتلة الاجور الخام التي تدفع فعلا خلال السنة المالية المعنية ويتم ذلك لدى حساب المساهمة الخاصة بالسنة المالية الموالية .

المادة 10 : يمكن أن تراجع النسبة المحددة في المادة 8 أعلاه، باعتبارها مساهمة من الهيئة المستخدمة في صندوق الخدمات الاجتماعية، تبعا لتطور الاقتصاد الوطني وأهداف التخطيط .

المادة 11 : تدفع مساهمة الهيئة المستخدمة في صندوق الخدمات الاجتماعية، الى حساب خاص يفتح لهذا الغرض باسم الهيئة المكلفة بتسيير الخدمات الاجتماعية .

وهذه المساهمة مستحقة كيفما كان الامر، ولا يمكن أن تسقط أو تعد من مشمولات حساب مقفل .

المادة 12 : في حالة اعتراض على تأسيس المساهمة المقررة من الهيئة المستخدمة، يمكن الرجوع في تحديدها، الى المصالح المختصة التابعة للدولة المكلفة بالعمل والمالية في اطار اختصاصات كل منهما .

المادة 13 : يمكن أن يمول صندوق الخدمات الاجتماعية، فضلا على مساهمة الهيئة المستخدمة، المنصوص عليها في المادة 8 أعلاه، بالموارد التالية :

- (أ) الموارد المحصلة عن تقديم خدمات ،
- (ب) الموارد إنناجمة عن التظاهرات الرياضية والثقافية التي تنظمها الهيئة المكلفة بتسيير الخدمات الاجتماعية، وكذلك التي تنجم عن تنظيم يانصيب ان تم ذلك ،
- (ج) مساعدات الهيئات والمؤسسات العمومية،
- (د) الهبات والوصايا ،
- (هـ) المساهمة المالية المحتملة من العمال .

– القاصرون حركيا (القصور الجراحي،
والتقويمي، والمصبي، واصابات داء المفاصل)،
– القاصرون حسيا (المكفوفون، والسم البكم،
والاشخاص المصابون باضطرابات النطق)،

– القاصرون المزمنون (الماجزون عن
التنفس واصحاب المزاج المزيفي، أو مرض
السكر، أو القلب)،

– مختلف القاصرين بدنيا، ولاسيما ضحايا
المخلفات الناتجة عن حادث عمل أو مرض مهني.

المادة 3 : يخضع العمال المعوقون للواجبات،
ويتمتعون بالحقوق المحددة في القانون رقم
78 – 12 المؤرخ في 5 غشت سنة 1978 والمتضمن
القانون الاساسي العام للعامل.

يبد أنه يمكن أن تطبق عليهم حقوق وواجبات
خاصة بسبب حالتهم ستحددها القوانين الاساسية
النموذجية والقوانين الاساسية الخاصة والاتفاقيات
الجماعية، بعد استشارة المجلس المنشأ بالمرسوم
رقم 81 – 338 المؤرخ في 12 ديسمبر سنة 1981
المذكورة اعلاه.

المادة 4 : يجب على مؤسسات التكوين المهني
المغنية أن تسخر، في اطار التكوين الاختصاصي،
الوسائل الملائمة التي تكفل اعادة تأهيل الاشخاص
المعوقين وتكوينهم وتمكينهم من شغل منصب
ملائم، مساهمة بذلك في ادماجهم في الحياة
النشيطة.

وستقام، لهذا الغرض، مدارس وورش
متخصصة لتلبية الاحتياجات في هذا الميدان. كما
يتولى من ناحية أخرى تكوين المستخدمين المؤهلين
اللازمين للتكفل باعادة تكييف المعوقين مهنيا.

المادة 5 : تتولى هياكل وهيئات مختصة في هذا
المجال، بمشاركة الهيئات المستخدمة اعداد برامج
للتكوين التي تحدد وسائل التدريس ومحتواه
والمناهج التربوية التي ينبغي تطبيقها.

المادة 20 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة
الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية
الشعبية.
حرر بالجزائر في 21 رجب عام 1402 الموافق
15 مايو سنة 1982.

الشاذلي بن جديد

مرسوم رقم 82 – 180 مؤرخ في 21 رجب عام 1402
الموافق 15 مايو سنة 1982 يتعلق بتشغيل
المعوقين واعادة تأهيلهم المهني.

ان رئيس الجمهورية،

– بناء على الدستور، لا سيما المادتان
III – 10 و 152 منه،

– وبمقتضى القانون رقم 78 – 12 المؤرخ في
اول رمضان عام 1398 الموافق 5 غشت سنة 1978
والمتضمن القانون الاساسي العام للعامل، لا سيما
المادتان 47 و 189 منه،

– وبمقتضى المرسوم رقم 81 – 338 المؤرخ
في 15 صفر عام 1402 الموافق 12 ديسمبر سنة 1981
والمتضمن انشاء مجلس وطني استشاري لحماية
المعوقين،

– وبمقتضى المرسوم رقم 81 – 397 المؤرخ
في 29 صفر عام 1402 الموافق 26 ديسمبر سنة 1981
والمتضمن انشاء مركز وطني للتكوين المهني
للمعوقين جسديا،

يرسم مايلي :

المادة الاولى : يحدد هذا المرسوم القواعد
المتعلقة بتشغيل الاشخاص المعوقين وتكوينهم
وادماجهم واعادة ادراجهم في الحياة الاجتماعية
والمهنية، عملا بالاحكام الواردة في المادتين 47 و
189 من القانون رقم 78 – 12 المؤرخ في 5 غشت سنة
1978 والمتضمن القانون الاساسي العام للعامل.

المادة 2 : تحدد اصناف المعوقين المشار اليهم
في هذا المرسوم على النحو الآتي :